Poutine et nous…

vendredi 23 février 2024, par Denis COLLIN

Si vous n'êtes pas pour faire la guerre contre la Russie, si vous recherchez la paix en Europe, vous êtes derechef qualifié de « pro-Poutine », selon la logique guerrière qui s'est emparée de la majorité des médias et des faiseurs d'opinion. On voit même des gens qui jadis disaient pis que pendre de l'OTAN et qui l'appellent à la rescousse pour contrer l'horrible ours russe : c'est le cas du NPA qui dénonce l'impérialisme « d'où qu'il vienne »… surtout s'il vient de Russie et appelle à soutenir par des crédits et des armes le « peuple ukrainien ». on se demande pourquoi le NPA n'organise pas des « brigades internationales » pour aller sur le front. Derrière le NPA, on trouve d'autres petits groupes qui ont revêtu eux aussi le treillis pour partir au combat en restant bien au chaud dans leur salon. Tous sont prêts à combattre jusqu'à la dernière goutte de sang du dernier Ukrainien. Les braves !

Nous n'avons nullement l'intention de défendre Poutine qui, du reste, n'a pas besoin de nous. Le régime russe est un régime autoritaire, « bonapartiste », si on reprend la classification marxiste standard, un régime d'ennemis de la classe ouvrière, entièrement au service de cette oligarchie et de ce capitalisme très particulier né sur les décombres de l'URSS. Nous avons eu souvent l'occasion de faire les mises au point nécessaires concernant ce régime pour qui de nombreux anciens « amis de l'URSS » ont le yeux de Chimène. Pareillement, nous n'avons pas de raison particulière de croire aveuglément le récit officiel du tsar selon lequel il est entré en Ukraine pour protéger la minorité russe qui faisait appel à lui… De même ses prétentions à « dénazifier » l'Ukraine sont à la fois grotesques et inacceptables sur le plan du droit international.

Inversement, si le droit de la nation ukrainienne à disposer d'elle-même est indiscutable, on rappellera que les accords de Minsk (2014) parrainés par la « communauté internationale » devaient ramener la paix en garantissant la protection de la minorité russe et que ces accords ont été violés systématiquement par le gouvernement ukrainien de Porochenko, avec l'accord des gouvernements occidentaux comme l'ont avoué benoitement Hollande et Merkel… Si le droit de la nation ukrainienne ne se discute pas, le droit des Russes englobés dans l'Ukraine à la suite des charcutages du système stalinien ne se discute pas plus. Le dogme de l'intangibilité des frontières, revendiqué par l'OTAN, est une vaste fumisterie : l'OTAN a dynamité l'ex-Yougoslavie et créé un Kosovo prétendument indépendant en bombardant Belgrade avec des bombes à uranium appauvri. L'intangibilité des frontières, MM. BHL, Sarkozy et tonton Obama l'ont allégrement piétinée en bombardant la Libye, assassinant son chef pour des motifs de convenance personnelle du « président » français. Comment peut-on croire une minute les discours de ces gens.

Il y a une position simple à tenir : réclamer un cessez-le-feu immédiat et ouvrir des négociations. La seule condition pour qu'un tel cessez-le-feu ait une chance d'aboutir à la paix, est d'exclure la Grande-Bretagne de ces négociations et interdire toute communication entre les Anglais et les parties en présence. En effet, sans l'intervention directe du gouvernement anglais, au printemps 2022, on aurait eu un cessez-le-feu et de négociations de paix… Toute autre position revient à prendre parti pour un camp contre l'autre et à soutenir la guerre. Rappelons aux « armons-nous et partez » qui peuplent le petit monde de ceux qui ont la parole que Zelensky a été élu sur une ligne de paix – donc ce n'est pas le peuple ukrainien qui a voulu cette situation – et s'il a fait ensuite le contraire de ce qu'il avait promis, c'est une autre affaire qui renvoie aux mœurs mafieuses qui règnent dans la politique ukrainienne.

Il faut donc la paix maintenant. Sans attendre et sans hésiter. La paix, ni les Américains ni les Russes n’en veulent. La guerre est le moyen classique par lequel les tyrans assurent leur pouvoir. Et c’est pourquoi il nous faut aussi nous mobiliser contre notre propre gouvernement qui s’engage chaque jour un peu plus dans le soutien à la guerre. Une nouvelle fois : l’ennemi est dans notre propre pays.